

1er MAI 2015

UNITAIRE

CONTRE LES POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ

Ce 1er mai est animé, cette année, par la victoire de **Syriza**. Le peuple a exprimé sa volonté de se libérer du joug de la troïka. Malgré les pressions hostiles des créanciers, le gouvernement grec avance pas à pas vers la réalisation de son programme. Nos revendications doivent s'appuyer sur cette victoire pour exiger l'abandon des politiques d'austérité et redonner aux travailleurs des perspectives de progrès social: salaire, emploi, protection sociale, garanties collectives et retraites...



La dette publique imposerait l'austérité? Faux!

La diminution incessante des dépenses publiques sans résultats avérés est la preuve que l'augmentation de la dette de l'Etat a d'autres sources.

Si la dette a augmenté, c'est sous l'influence de 2 facteurs combinés : d'une part, la baisse des recettes, due entre autres aux exonérations fiscales faites aux ménages les plus aisés et aux grandes entreprises, d'autre part la hausse des taux d'intérêt.

Les cadeaux fiscaux et les taux d'intérêt excessifs représentent 59% de l'actuelle dette publique, ce qui prouve que ce mécanisme est largement favorable aux créanciers et aux riches.



Un pacte de responsabilité injuste socialement et inefficace économiquement :

Ce pacte peu engageant n'impose aucune contrainte formelle aux entreprises en échange des cadeaux fiscaux. Son financement repose essentiellement sur la baisse des dépenses publiques. Les coupes budgétaires devraient atteindre 50 milliards annuels en 2017.

Concrètement, la première mise en place des allègements bénéficie principalement aux grandes entreprises et contribue à augmenter les dividendes au profit des actionnaires. Le coût du capital augmente au détriment des investissements productifs, de l'emploi et des salaires.

La loi Macron : une loi de régression sociale.

Cette loi est censée casser « les rigidités » qui bloqueraient l'économie française. Elle vient compléter le pacte de responsabilité, dont les prétendues contreparties en matière de création d'emplois s'avèrent très limitées et participent d'une tendance généralisée dans l'Union Européenne au moins-disant social.

Elle porte atteinte aux acquisitions en matière de droit du travail sur de nombreux points : extension du travail du dimanche sans cadre prédéfini, déguisement du travail de nuit en travail de soirée, suppression de mesures favorables aux salariés en cas de plan social insuffisamment motivé, déréglementation du transport par le bus au détriment du rail, dépenalisation du délit d'entrave aux activités de délégués du personnel, relance du processus de privatisation, réforme du tribunal des prud'hommes....

Conséquences dramatiques de la gestion de l'austérité :

- Hausse de la précarité liée à la déréglementation de la législation du travail.
- Baisse des salaires : depuis 1975, la part des dividendes a triplé au détriment des salaires;
- Nouvelles dégradations des services publics (Education, Hôpitaux, Santé, Justice...)
- Baisse des pensions versées aux retraités
- Baisse des prestations sociales.

Face à ces attaques revendiquons ensemble:

- un réforme fiscale allant dans le sens d'un meilleur partage des richesses...Il faut donc revenir sur le pacte de responsabilité
- une hausse généralisée des salaires
- le renvoi de la loi Macron à l'Assemblée Nationale.
- une valorisation des services publics : essentiels au bon fonctionnement de notre société.



Les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires et UNSA décident d'appeler ensemble aux manifestations du 1er Mai. Elles appellent les salariés, jeunes, retraités et chômeurs à participer au rassemblement : 10 h esplanade François MITTERRAND à GUÉRET.